

Interview

« **Le NPA ne veut pas faire le grand écart** »

mercredi 28 octobre 2009, par [BESANCENOT Olivier](#), [ECOIFFIER Matthieu](#) (Date de rédaction antérieure : 27 octobre 2009).

Après avoir été dépassé par le Front de gauche (PCF et Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon) aux européennes, Olivier Besancenot a engagé le NPA dans une énième tentative unitaire à la gauche du PS. Il répond dans Libération à l'offre nationale arrêtée ce week-end par les communistes.

Matthieu Ecoiffier - Le PCF a choisi de partir au premier tour des régionales avec le Front de gauche, sans le PS. En êtes-vous ?

Olivier Besancenot - On nous parle d'une offre nationale, mais c'est une politique à géométrie variable. On sait déjà qu'il y aura entre un tiers et la moitié des régions où le PCF ira avec le PS dès le premier tour. Ailleurs, ce seront des listes Front de gauche « élargies », mais la direction du PCF pose comme préalable la constitution de majorités de gestion avec le PS. Le PCF refuse ainsi la main tendue par une partie de la gauche radicale dont le NPA, pour privilégier ses accords avec les socialistes.

Jean-Luc Mélenchon semble prêt à y aller...

On a vu que Jean-Luc Mélenchon se dit partant, on verra. Mais s'il est sorti du PS pour se fixer pour objectif de reconstituer des majorités de gestion avec le PS, ça sert à quoi ?

Que proposez-vous, alors ?

L'offre du PCF n'étant pas acceptable, nous allons proposer demain soir la constitution de listes unitaires de la gauche radicale, indépendantes du PS dans toutes les régions.

En quoi votre projet est-il incompatible avec celui du PS ?

Deux exemples : proposer que des régions portent plainte pour détournements de fonds publics contre les entreprises qui licencient, cela permettrait au moins aux salariés de s'appuyer sur une jurisprudence. Je ne me vois pas aller voir des salariés licenciés pour leur dire qu'on va essayer de récupérer les subventions publiques touchées par leur boîte, et au même moment voter ses subventions dans les exécutifs. On ne veut pas le faire, ce grand écart. On avait cru comprendre que le PCF non plus... Autre exemple : dans le cadre de la libéralisation totale du trafic des voyageurs, chaque région va devoir se prononcer sur la mise en concurrence des TER ; elles doivent poser un droit de veto.

Intégrer les exécutifs de gauche n'obligerait pas pour autant les élus du NPA à voter les

décisions qui les dérangent...

Pour que nos élus aient leur liberté de parole, de proposition et de vote, nous pensons qu'il n'y a pas besoin d'être dans les exécutifs. La direction du PCF explique qu'elle a obtenu la gratuité des transports collectifs pour les chômeurs en Ile-de-France parce qu'elle était dedans. Nous leur avons rappelé qu'en Midi-Pyrénées, lors du mandat précédent, nos deux élus LCR avaient obtenu la même chose en lien avec les mouvements sociaux.

Estimez-vous avoir joué le jeu de l'unité ?

Après les européennes, on a constaté l'émergence d'un bloc de centre gauche autour du PS, Europe Ecologie et Modem. Ces trois courants jouent la concurrence au premier tour pour se disputer le leadership, mais n'insultent pas l'avenir. La discussion est de savoir si, à ce bloc de centre gauche, on oppose un bloc de la gauche radicale, fort de ses nuances et de sa diversité, mais qui assume son indépendance.

Encore une fois, on a l'impression que l'enjeu est de rejeter sur l'autre la responsabilité de la désunion...

L'unité de la gauche radicale, ce n'est pas une fois l'union avec le PS et une fois avec le NPA. J'espère que du côté du PCF ces discussions unitaires n'étaient pas des postures pour faire monter les enchères avec le PS.

N'allez-vous pas faire le jeu de la droite qui part unie ?

La droite part unie car une orientation, l'UMP, a su gagner l'hégémonie politique sur les autres courants. A gauche, certains peuvent se dire : ce qui se passe autour du Modem, d'Europe Ecologie et du PS sera le meilleur moyen de dégager Sarkozy. C'est une illusion. Nous, nous avons intérêt à créer l'événement en disant : « *Pour une fois, on s'assume ensemble, on s'affranchit de la tutelle du PS, et on aura des élus pour contester son hégémonie.* » Qu'on ne nous dise pas que faire ça, c'est refuser de battre la droite : il y a des possibilités de « fusions démocratiques » qui respectent la proportionnelle au second tour. On demande un accord au PS sur cette base. Ce qui manque dans les régions aujourd'hui, c'est une bonne opposition de gauche.

Le NPA ne va-t-il pas jouer à gauche le jeu que le FN à longtemps eu à droite ?

Comme allié de la droite, on fait mieux... Si une partie de la gauche institutionnelle n'est pas capable de se remettre en cause et préfère se trouver des boucs émissaires, ce n'est pas de notre faute. Sur le fond politique, on nous traite de diviseurs. Les socialistes savent très bien se tirer dans les pieds tout seuls. Electoralement, quand le PS et la gauche se portent bien comme aux dernières municipales, nous aussi. Et quand le PS descend, comme aux européennes, nous ne faisons pas une percée fracassante : 5% ! Ceux qui leur grappillent des voix sont du côté du Modem et d'Europe Ecologie. On ne peut pas nous dire : « Vous êtes les diviseurs qui piquez des voix à la gauche, et vous vous êtes cassé la gueule aux européennes ! » Qui a fait la démonstration à gauche qu'il était efficace pour battre Sarkozy ? Un peu d'humilité ! Le problème n'est pas de faire un coup électoral, mais de consolider un bloc anticapitaliste dans les années qui viennent.

Olivier Besancenot, ministre dans un gouvernement de gauche ?

J'entends 10 000 fois dire : « *Olivier, avec ta grande gueule tu vas y aller et imposer tes idées.* » Il faut expliquer que des accords de gestion, c'est tout sauf un mec qui met un coup de pression à un autre. Dans un exécutif régional ou national, il y a une orientation. Pas deux. On vote quotidiennement pour ou contre telle privatisation, telle subvention à la formation, à l'école privée...

Vous êtes anticapitaliste et n'engrangez pas sur la crise. Vos appels à la grève générale ont tourné court au printemps...

Certains nous avaient annoncé un grand boulevard pour les anticapitalistes au moment du congrès de formation du NPA, en pleine crise et après la première journée de grève générale. Les mêmes nous expliquent aujourd'hui qu'on est morts et enterrés et que nos militants se sont barrés. La réalité est entre les deux : le NPA est une organisation qui compte 10 000 militants et s'est stabilisée dans une situation de reflux social et politique. Si on veut éviter un second quinquennat de Sarkozy, il faut fragiliser sa politique maintenant. Je pense qu'on peut remporter une victoire contre la privatisation de la Poste. Résistons ensemble face à la droite. Pendant dix ans, le PS a estimé que, pour être fréquentables dans les mobilisations sociales, il nous faudrait accepter d'aller dans un gouvernement avec Aubry, Bayrou et Cohn-Bendit. Ça n'a pas marché, tout le monde s'en mord les doigts. Résultat, à mi-mandat, Sarkozy n'a pas enregistré de défaite sociale majeure.

P.-S.

* Paru dans le quotidien Libération le 27 octobre 2009. Interview réalisée par Par Matthieu Ecoiffier.